



Communication financière annuelle Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

Le Conseil d'administration s'est réuni en date du 27 Mars 2025 sous la présidence de Monsieur Hicham BERRADA SOUNNI pour examiner l'activité et arrêter les comptes consolidés et sociaux au 31 décembre 2024.

L'activité du groupe Résidences Dar Saada a été marquée par:

- La signature courant le mois d'août 2024 des conventions relatives au programme de relogement de la ville de Casablanca pour plus de 10 300 unités portant sur une valeur de 2,6 Milliards DH et dont les avances contractuelles n'ont été débloquées partiellement qu'à la fin du 4^{ème} trimestre 2024;
- Le total des ventes sécurisées global s'établit à 3,7 Milliards DH à fin décembre 2024. De plus, le Groupe a procédé au lancement des chantiers relatifs aux conventions pour la production des unités restantes à développer ainsi que la préparation de la livraison des unités finies à partir de la fin du 4^{ème} trimestre 2024 dans le cadre du programme de relogement;
- Une immobilisation des biens attribués dans le cadre du programme de relogement depuis la notification reçue courant le mois de février jusqu'à la signature des conventions en août 2024 avec un déblocage partiel des avances en fin 2024. Ainsi, les livraisons n'ont été entamées qu'à partir de début 2025. Par conséquent, le niveau d'activité de 2024 est inférieur à celui de l'année dernière;
- La cession en cours des actions de RDS V suite à la signature d'une promesse de vente pour une valeur de 200 M DH permettant notamment le rachat de son actif titrisé auprès du fonds de titrisation ainsi que la mise en place d'un plan de financement destiné au rachat des autres actifs titrisés;

Une maîtrise de l'endettement.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2024

Préventes	Chiffre d'affaires sécurisé	Chiffre d'affaires consolidé	Résultat net	Taux d'endettement*
11 461 Unités	3,7 MRD DH	136 M DH	(83) M DH	28 %
* dette nette / (fonds propres + dette nette)				

Préventes

Le Groupe Résidences Dar Saada a réalisé un niveau de préventes de 11 461 biens courant l'exercice 2024 et ce suite à l'attribution de 10 300 appartements dans le cadre du programme de relogement pour une valeur de 2,6 Milliards DH.

Le total des ventes sécurisées global atteint 3,7 Milliards DH.

Il est à noter que de nouvelles tranches sont en cours de lancement à la prévente s'inscrivant dans le cadre du nouveau programme d'aide directe au logement ainsi que des projets de lotissement.

Chiffre d'affaires

Le Groupe Résidences Dar Saada a réalisé un chiffre d'affaires de 136 M DH au titre de l'exercice 2024, contre 421 M DH durant la même période de 2023.

Ceci est dû notamment à l'immobilisation des biens finis et en cours de production attribués dans le cadre du programme de relogement depuis la notification reçue courant le mois de février jusqu'à la signature des conventions en août 2024 avec des avances perçues partiellement à la fin du 4^{ème} trimestre.

Par conséquent, la livraison des unités attribuées dans le cadre du programme de relogement interviendra à partir de 2025.

Les avances débloquées partiellement à la fin du 4^{ème} trimestre 2024, conformément aux termes des conventions, ont permis l'augmentation de la cadence de production des unités attribuées dans le cadre du programme de relogement.

Le total des unités déjà lancées en production s'établit à près de 5700 unités et 6100 unités supplémentaires sont en cours de lancement dans le cadre du programme de relogement. Ceci nous réconforte quant à la réussite de notre plan stratégique sur les 3 prochains exercices.

De plus, la société a lancé courant le dernier trimestre 2024 de nouvelles unités s'inscrivant dans le cadre du nouveau programme d'aide directe au logement ainsi que de grands projets de lotissement.

Il est à noter qu'une mise à jour du plan comptable du secteur immobilier (PCSI) va être opérée à partir du 1^{er} janvier 2025. Ainsi, les états de synthèse des futurs exercices seront impactés en considération de la divergence entre, d'une part, la nouvelle et unique modalité retenue par l'avis N° 20 du CNC pour la comptabilisation du chiffre d'affaires et d'autre part, celle retenue auparavant par Résidences Dar Saada en application des prescriptions du PCSI en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024.

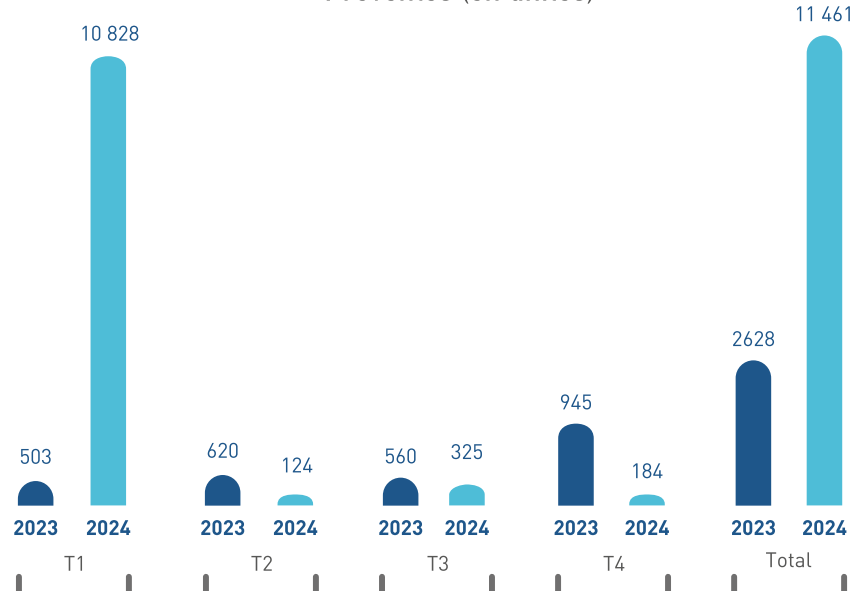
Cependant, il y a lieu de préciser que notre activité globalement ne sera pas impactée directement par ce changement de méthode induit par cette nouvelle norme comptable mais plutôt par sa traduction comptable dans nos états de synthèse qui se caractériseront par un décalage dans le temps de la reconnaissance des revenus et du déstockage qui en découle.

Cf. note détaillée.

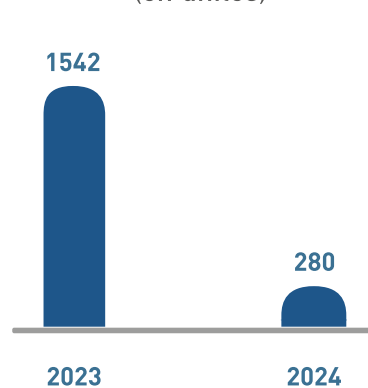
Le niveau d'activité réalisé a généré un résultat d'exploitation négatif de (54) M DH contre (28) M DH durant la même période de 2023.

La perte nette réalisée au titre de l'exercice s'élève à (83) MDH contre (67) M DH enregistrée en 2023.

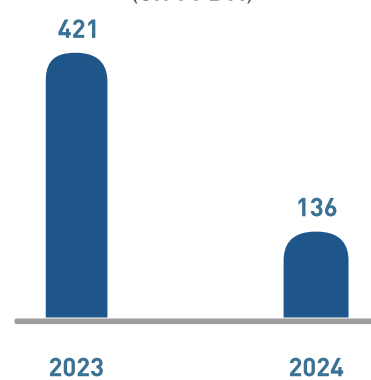
Préventes (en unités)



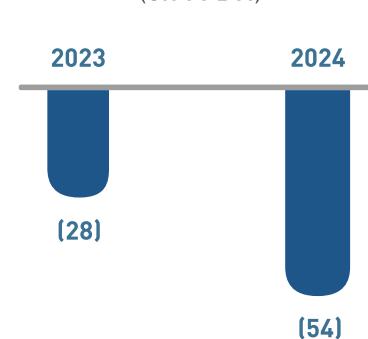
Livraisons (en unités)



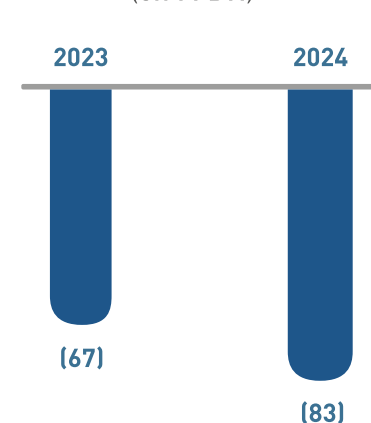
Chiffre d'affaires (en M DH)



Résultat d'exploitation (en M DH)



Résultat net (en M DH)



Communication financière annuelle Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

Maintien des équilibres bilanciels et une bonne maîtrise d'endettement

Le Groupe Résidences Dar Saada maîtrise toujours ses équilibres bilanciels, et ce à travers le contrôle de l'endettement.

Foncier

Le Groupe dispose d'une réserve foncière de qualité d'environ 1 177 Ha dont 34% est située sur l'axe Casa-Rabat. La réserve foncière actuelle permet d'assurer le développement de projets immobiliers sur le court et moyen termes.

Il est à noter que le Groupe a procédé à la cession d'un foncier de 3 Ha au sud du royaume.

Endettement

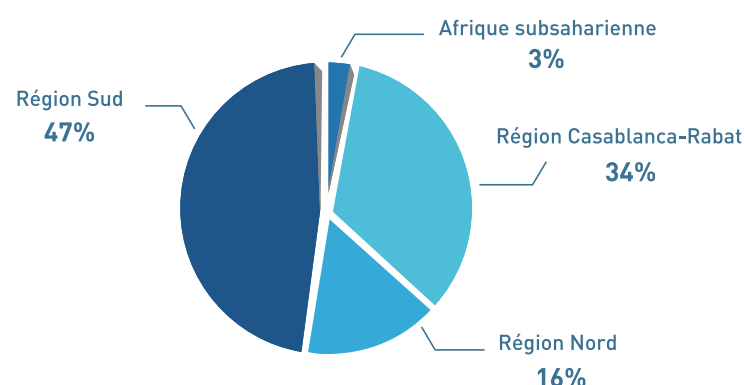
Toujours dans le cadre de la poursuite de notre politique de maîtrise de l'endettement, le Groupe a procédé à un remboursement de 295 M DH de dettes, hors intérêts, au titre de cet exercice. Ainsi, l'endettement global net à fin décembre 2024, y compris les contrats de location (IFRS 16), s'élève à 1,71 milliards DH.

Ainsi, le gearing net reste stable et s'établit à 28% à fin décembre 2024.

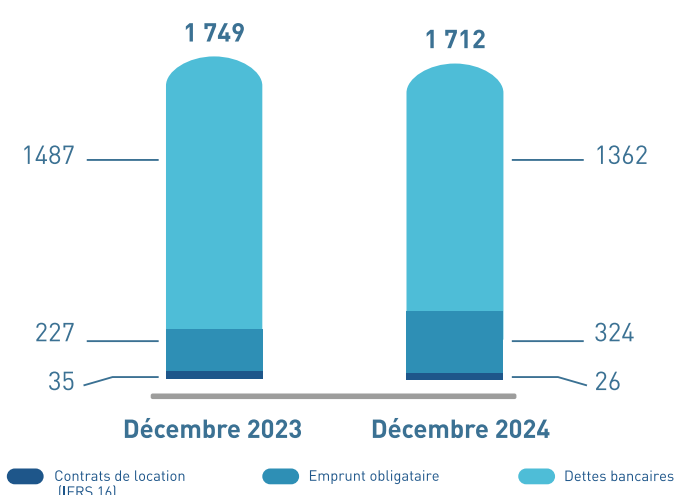
Créances clients

Les créances clients restent stables et maîtrisées et s'établissent à 623 M DH à fin décembre 2024 contre 699 M DH à fin décembre 2023.

Répartition de la réserve foncière
par région



Endettement * (en millions DH)



Note relative à la mise à jour du plan comptable du secteur immobilier (PCSI)

Le Conseil national de la comptabilité (CNC), a émis, en application des dispositions du décret n° 2-88-19 du 16 rabii II 1410 (16 novembre 1989) instituant le CNC, tel qu'il a été modifié et complété notamment par le décret n° 165-21-2 du 19 mai 2022, plusieurs avis en matière de comptabilité dont l'avis n° 20 relatif à la mise à jour du plan comptable du secteur immobilier (PCSI), qui devait entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 et qui annule et remplace l'avis n° 3 du CNC se rapportant au même objet. Toutefois, en date du 27 décembre 2022, le CNC a émis l'avis n° 21, ayant pour objet le report de la date d'entrée en vigueur de l'avis n° 20 au 1^{er} janvier 2025.

En effet, avant l'entrée en vigueur de l'avis n° 20, le PCSI considère que le fait générateur de la vente est constitué par l'un des éléments suivants, dans l'ordre : (i) La signature du contrat ; (ii) L'établissement de la facture ; ou (iii) La remise des clés ou des plans aux clients, si celle-ci précède la signature du contrat, accompagnée d'un compromis de vente et d'un procès-verbal de réception signé par le client.

Cependant, selon l'avis N° 20, entré en vigueur depuis le premier janvier 2025, le fait générateur de la vente est constitué uniquement par la signature par le vendeur et l'acheteur de l'acte définitif et authentique de vente par-devant un professionnel habilité conformément aux lois et règlements en vigueur.

S'agissant d'un changement de méthode comptable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2025, les états de synthèse des futurs exercices seront impactés en considération de la divergence entre, d'une part, la nouvelle et unique modalité retenue par l'avis N° 20 du CNC pour la comptabilisation du chiffre d'affaires et d'autre part, celle retenue auparavant par Résidences Dar Saada en application des prescriptions du PCSI en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024.

Enfin, et en considération de l'homogénéité entre les nouvelles et les anciennes règles d'activation des charges en stocks, les d'impacts sur les productions stockées sont estimés non significatifs. Toutefois, les déstockages des produits finis en corrélation avec la comptabilisation du chiffre d'affaires engendreront des impacts sur les comptes stocks.

Cependant, il y a lieu de préciser que notre activité globalement ne sera pas impactée directement par ce changement de méthode induit par cette nouvelle norme comptable mais plutôt par sa traduction comptable dans nos états de synthèse qui se caractériseront par un décalage dans le temps de la reconnaissance des revenus et du déstockage qui en découle.

Communication financière annuelle

Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

I - ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE

En milliers de dirhams

Actif	31/12/24	31/12/23
ECART D'ACQUISITION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6.243	6.240
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	63.659	66.195
IMMEUBLES DE PLACEMENT	-	-
Prêts Long terme	-	-
Titres mis en équivalence	-	-
Titres disponibles à la vente	50	50
Autres immobilisations financières	58.833	17.995
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	58.883	18.045
Actifs d'impôts différés	25.844	25.979
TOTAL ACTIF NON COURANT	154.629	116.459
Stocks et encours nets	3.409.384	3.328.992
Créances Clients nets	622.939	699.230
Autres tiers	2.886.559	3.042.305
Créances sur cessions d'actifs à court terme		
Prêts à court terme		
Trésorerie et équivalence de trésorerie	425.368	251.283
TOTAL ACTIF COURANT	7.344.250	7.321.810
Actifs non courant disponible à la vente		
TOTAL ACTIF	7.498.879	7.438.269

En milliers de dirhams

PASSIF	31/12/24	31/12/23
Capital	1.310.443	1.310.443
Primes d'émission et de fusion	1.107.212	1.107.212
Réserves	1.692.635	1.758.820
Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers		
Réserves liées aux avantages au personnel		
Résultat de l'exercice	(82.807)	(67.136)
Ecart de conversion		
CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	4.027.483	4.109.339
Réserves minoritaires	121	121
Résultat minoritaire	(22)	1
Capitaux propres part des minoritaires	99	122
CAPITAUX PROPRES	4.027.582	4.109.461
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée long terme		
Obligations convertibles en actions		
Autres dettes à long terme	1.214.026	1.101.184
Endettement lié à des locations long terme	16.184	27.422
Passifs d'impôts différés	9.873	9.342
Provisions pour risques et charges à caractère non courant	29	34
TOTAL PASSIF NON COURANT	1.240.112	1.137.982
Fournisseurs	331.753	329.847
Autres tiers et impôt société	1.115.256	835.813
Provisions pour risques et charges à caractère courant	1.236	3.291
Dettes financières à court terme (y.c location)	481.800	620.154
Banques	301.140	401.722
TOTAL PASSIF COURANT	2.231.185	2.190.826
Passifs relatifs aux actifs non courants disponibles à la vente		
TOTAL PASSIF	7.498.879	7.438.269

II- ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers de dirhams

Comptes	31/12/24	31/12/23
Chiffres d'affaires	135.909	421.183
Autres produits de l'activité	(21.972)	272.534
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	113.938	693.716
Achats consommés et charges externes	(77.259)	(654.530)
Charges de personnel	(61.774)	(65.110)
Impôts et taxes	(17.796)	(5.129)
Autres produits et charges d'exploitation	9.418	9.418
Dotations nettes aux amort,et aux provisions	(3.499)	(7.490)
CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	(150.909)	(722.841)
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT	(36.972)	(29.125)
Cessions d'actifs	(94)	7.302
Charges de restructurations		
Cessions de filiales et participations		
Ecart d'acquisition négatifs		
Autres produits&charges d'exploitation non courants	(16.933)	(5.986)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(54.000)	(27.809)
Résultat financier	(22.667)	(31.887)
Quote-part dans le résultat net des stes mises en équivalence	-	-
RESULTAT AVANT IMPOT DES ENTREPRISES INTERGREGES	(76.667)	(59.696)
Impôts sur les sociétés	(5.398)	(4.175)
Impôt différé	(764)	(3.263)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREGES	(82.829)	(67.135)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	(82.829)	(67.135)
Résultat net des activités abandonnées		
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(82.829)	(67.135)
Intérêts minoritaires	(22)	1
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(82.807)	(67.136)
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(82.829)	(67.135)
Autres éléments du résultat global		
Ecart de conversion		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Réévaluation des immobilisations		
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt		
Effet d'impôt		
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	-	-
RESULTAT GLOBAL	(82.829)	(67.135)
dont part du groupe	(82.807)	(67.136)
dont part des intérêts minoritaires	(22)	1

En milliers de dirhams

	Capital	Réserves	Ecart de conversion	Résultat	Réserves minoritaires	Résultat minoritaire	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres part du groupe
Comptes consolidés au 01/01/2023	1.310.443	2.926.972	0	(61.474)	122	(2)	4.176.061	4.175.940
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers							0	0
Total des produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres (écart de conversion des filiales étrangères)							0	0
Affectation du résultat 2022		(61.474)		61.474	(2)	2	(0)	0
Distribution par la société consolidante		0					0	0
Résultat consolidé 2023				(67.136)		1	(67.135)	(67.136)
Variation de périmètre							0	0
Distribution de dividendes filiales part de minoritaires		0					0	0
Ecart de conversion							0	0
Autres variations		0					0	0
Changement de méthodes							0	0
Autres mouvements		535					535	535
Comptes consolidés au 31/12/2023	1.310.443	2.866.032	0	(67.136)	121	1	4.109.461	4.109.339
Comptes consolidés au 01/01/2024	1.310.443	2.866.032	0	(67.136)	121	1	4.109.461	4.109.339
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers							0	0
Total des produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres (écart de conversion des filiales étrangères)		337					337	337
Affectation du résultat 2023		(67.136)		67.136	1	(1)	0	0
Distribution par la société consolidante		0					0	0
Résultat consolidé 2024				(82.807)		(22)	(82.829)	(82.807)
Variation de périmètre							0	0
Distribution de dividendes filiales part de minoritaires		0					0	0
Ecart de conversion							0	0
Autres variations		0					0	0
Changement de méthodes							0	0
Autres mouvements		614					614	614
Comptes consolidés au 31/12/2024	1.310.443	2.799.847	0	(82.807)	121	(22)	4.027.583	4.027.483

Communication financière annuelle

Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

IV - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de dirhams

	31/12/24	31/12/23	Variation
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net des sociétés intégrées	(82.829)	(67.135)	(15.694)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-	-
Dotations consolidées nettes	1.655	3.772	(2.117)
Variation des impôts différés	666	3.341	(2.675)
Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	0	(16.229)	16.229
Autres impacts sans incidence sur la trésorerie	609	517	92
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	(79.899)	(75.733)	(4.166)
Dividendes reçus	0	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement	430.939	134.634	296.305
Flux net de trésorerie liés à l'activité	351.039	58.901	292.138
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations, nettes d'impôt	877	3.108	(2.231)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	-	16.229	(16.229)
Variation d'immobilisations financières	(40.501)	283	(40.784)
Incidences de la variation du périmètre	0	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(39.624)	19.620	(59.244)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Distribution des dividendes	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
Emissions d'emprunts nets des remboursement	(36.749)	(106.446)	69.697
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(36.749)	(106.446)	69.697
Variation de trésorerie	274.667	(27.926)	302.593
Trésorerie d'ouverture	(150.439)	(122.514)	(27.925)
Trésorerie de clôture	124.227	(150.439)	274.667

FI.GEC

Coopers & Lybrand

Audit & Contrôle

FI.GEC –10, avenue Nehru 50000 - Meknès

Aux Actionnaires de la société
RESIDENCES DAR SAADA S.A
Tour Crystal 3, Quartier Marina Casablanca

COOPERS AUDIT

avenue Hassan II ,83
Casablanca 100 20

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
Opinion
Nous avons effectué l’audit des états financiers consolidés de la société Résidences Dar Saada S.A et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l’état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, ainsi que l’état consolidé du résultat global, l’état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant des capitaux propres consolidés de KMAD 4.027.582 compte tenu d’une perte nette consolidée de KMAD 82.829.
Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l’exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d’information financière (IFRS) telles qu’adoptées dans l’Union Européenne.
Fondement de l’opinion
Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l’auditeur à l’égard de l’audit des états financiers consolidés » du présent rapport.
Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s’appliquent à l’audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d’audit.
Observation
Nous attirons votre attention sur la note annexe aux comptes consolidés publiés relative à l’opération de titrisation auprès de FT OLYMPE. Notre opinion n’est pas modifiée à l’égard de ce point.
Questions clés de l’audit
Les questions clés de l’audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l’audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n’exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.
Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l’audit qui doivent être communiquées dans notre rapport :
1. Stock
→ Risque identifié :
La valeur brute du stock au 31 décembre 2024 s’élève à 3 409 MMAD.
Comme indiqué dans les notes annexes, les stocks sont comptabilisés au coût d’acquisition pour les terrains et au coût de production pour les encours et biens immobiliers, ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.
En raison du montant significatif du stock et de l’importance du jugement de la Direction pour la détermination de la valeur d’inventaire, nous avons considéré l’évaluation du stock comme un point clé d’audit.
→ Procédures d’audit mises en œuvre en réponse à ce risque :
Nous avons mis en œuvre les travaux suivants :
- Prise de connaissance du processus mis en place par la Direction pour la détermination du coût de valorisation et de dépréciation du stock ;
- Rapprochement de la valeur de réalisation nette estimée par la Direction avec des données de marché et sa comparaison avec la valeur comptable des stocks les plus significatifs ;
- Comparaison, par sondage, des prix de vente figurant sur les actes de ventes avec les grilles de prix actuelles et prévisionnelles pour vérifier leur pertinence ;
- Obtention de la confirmation de la Direction que la politique de prix adoptée par le Groupe ne génère pas de pertes nécessitant la constatation de provisions.
2. Créances clients
→ Risque identifié :
Les créances clients affichent une valeur brute de 623 MMAD au 31 décembre 2024. En dépit de l’ancienneté de celles dépassant un an, la Direction estime qu’elles ne présentent pas de risque de dépréciation au 31 décembre 2024 et n’a donc pas constaté de provision y afférente.
Nous avons considéré que la dépréciation des créances clients est un point clé d’audit compte tenu de l’importance de ces créances, de leur ancienneté, de la sensibilité du processus de recouvrement au niveau du secteur et de l’importance du jugement de la Direction pour la détermination de la valeur d’inventaire.
→ Procédures d’audit mises en œuvre en réponse à ce risque :
Nous avons mis en œuvre les travaux suivants :
- Prendre connaissance du processus mis en place par la Direction dans le cadre du recouvrement des créances ;
- Examiner les balances âgées des créances clients et comptes rattachés, analyser les retards de paiement et discuter avec la Direction les raisons du retard dans le recouvrement des créances significatives ;
- Analyser l’évolution des créances anciennes significatives entre 2023 et 2024 ainsi que l’impact du recouvrement constaté ;
- Analyser les paiements reçus postérieurement à la date de clôture pour les créances les plus significatives.
Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance à l’égard des états financiers consolidés
La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d’Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu’elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d’états financiers consolidés exempts d’anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs.
Lors de la préparation des états financiers consolidés, c’est à la Direction qu’il incombe d’évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l’exploitation et d’appliquer le principe comptable de continuité d’exploitation, sauf si la Direction a l’intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s’offre à elle.
Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d’information financière du Groupe.
Responsabilités de l’auditeur à l’égard de l’audit des états financiers consolidés
Nos objectifs sont d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d’anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs et de délivrer un rapport de l’auditeur contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, qui ne garantit toutefois pas qu’un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d’erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu’il est raisonnable de s’attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.
Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d’esprit critique tout au long de cet audit. En outre :
• Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d’audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative résultant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
• Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l’audit afin de concevoir des procédures d’audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne du Groupe ;
• Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
• Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l’utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l’existence d’une incertitude significative, nous sommes tenus d’attirer l’attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d’exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s’appuient sur les éléments probants obtenus jusqu’à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;
• Nous évaluons la présentation d’ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d’une manière propre à donner une image fidèle ;
• Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des filiales et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l’audit du Groupe. Nous assumons l’entière responsabilité de l’opinion d’audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l’étendue et le calendrier prévus des travaux d’audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 avril 2025

Fiduciaire de Gestion et d’Etudes Comptables



Karim Bennouna
Associé

Les Commissaires aux Comptes



Coopers Audit Maroc S.A.
Hicham CHERKAOUI
Associé

V - RÉSUMÉ DES NOTES ANNEXES

Note 1 : Normes et principes comptables appliqués et principales options comptables retenues par le Groupe

Les présents états financiers consolidés du Groupe Résidences Dar Saada ont été préparés conformément aux Normes Internationales d’Informations Financières (IAS/IFRS) publiées par l’International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l’Union Européenne. Les premiers comptes publiés sont ceux de l’arrêté semestriel de l’exercice 2017 et comportent une comparaison avec les comptes annuels de l’exercice 2016. La date de transition aux IAS/IFRS est le 1er janvier 2017. Antérieurement, le Groupe Résidences Dar Saada préparait ses états financiers consolidés conformément à l’avis N° 5 du Conseil National de la Comptabilité.

Normes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2018 :

Les textes publiés par l’IASB qui entrent en vigueur de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 n’ont pas d’incidences sur les comptes consolidés du Groupe. Il s’agit des textes suivants :

• **IFRS 15** Cette nouvelle norme introduit un modèle unique de comptabilisation du revenu pour tous types de contrats, et ce, quel que soit le secteur d’activité. Articulée autour d’un modèle en cinq étapes clés, elle repose sur un principe général de reconnaissance du chiffre d’affaires lors du transfert de contrôle au client d’un bien ou d’un service, soit en continu, soit à une date donnée. Le revenu est reconnu pour le montant de la contrepartie attendue en échange des biens et services transférés au client.

• **IFRS 9** La norme établit des nouveaux principes de classification et d’évaluation des actifs et passifs financiers, introduit un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers et de nouvelles règles relatives aux opérations de couverture.

Normes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2019 :

Nouvelle norme IFRS 16 applicable à partir de janvier 2016 et adopté par le groupe courant l’exercice 2019.

La norme IFRS 16 a été publiée en mai 2016, en remplacement de la norme IAS 17 « contrats de location », IFRIC 4 "Déterminer si un accord contient un contrat de location", SIC 15 "Avantages dans les contrats de location simple", et SIC 27 "Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location".

La norme IFRS 16 a pour objet de fournir un seul modèle de comptabilisation de l’ensemble des contrats de location. En appliquant ce modèle, le locataire est tenu de comptabiliser un actif sous droit d’utilisation représentant le droit du preneur d’utiliser l’actif et un passif financier représentant l’obligation du locataire d’effectuer les paiements de location futurs.

Le Groupe a opté pour la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement des périodes comparatives et a eu recours à des estimations pour déterminer la durée résiduelle des contrats de location ainsi que les taux d’actualisation.

Nouvelle norme IFRIC 23 applicable à partir de janvier 2019

IFRIC 23 clarifie l’application des dispositions d’IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l’évaluation, lorsqu’une incertitude existe sur le traitement de l’impôt sur le résultat.

Jusqu’à fin 2024, RDS estime qu’il n’y a pas d’incertitudes quant aux traitements fiscaux utilisés. Ainsi, le traitement fiscal et les revenus déclarés sont conformes à la réglementation fiscale en vigueur.

Première adoption des IFRS

Il convient de rappeler les options prises par le groupe dans le cadre de la préparation de son bilan d’ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2017, et ce en vertu de la norme IFRS 1 :
- Option du Groupe pour la revue des regroupements d’entreprises antérieurs à la date de passage aux IFRS, en fonction des données prévisionnelles en vigueur mises à jour à la date de transition conformément aux IFRS

- Retraitement des immobilisations en non valeurs transférées en immobilisations incorporelles
- Retraitement des immobilisations corporelles en appliquant l’approche par composants
- Retraitement des impôts différés sur les différences temporelles
- Retraitement des coûts des emprunts
- Retraitement d’actualisation exigé par les normes IFRS
- Retraitement des frais de publicité stockés en charges de l’exercice

Présentation des états financiers

Le Groupe Résidences Dar Saada a décidé de présenter son état du résultat global par nature. Les postes de l’état de situation financière sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants.

Méthodes de Consolidation

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Communication financière annuelle

Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale et mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Résidences Dar Saada exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Celui-ci est présumé pour les sociétés dans lesquelles le Groupe Résidences Dar Saada détient plus de 50% des droits de vote.

Les titres des sociétés dans lesquelles le Groupe Résidences Dar Saada exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque le Groupe Résidences Dar Saada détient entre 20 et 50 % des droits de vote.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Résidences Dar Saada a un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels des sociétés arrêtés au 31 décembre et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

Les soldes et toutes les transactions internes significatives sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Goodwill – Ecart d’acquisition

À l’occasion de la première consolidation des filiales et participations du Groupe Résidences Dar Saada, il est procédé, dans un délai n’excédant pas un an, à l’évaluation de l’ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis.

Postérieurement à leur affectation, l’ensemble des écarts d’évaluation suivent les règles comptables propres à leur nature.

• Goodwill – Ecart d’acquisition positif

L’écart résiduel éventuel correspondant à l’excédent du coût d’acquisition sur la part du Groupe Résidences Dar Saada dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l’entreprise acquise à la date d’acquisition est inscrit à l’actif du bilan sous la rubrique « Ecart d’acquisition ».

L’écart d’acquisition provenant de l’acquisition d’une entreprise dans laquelle le Groupe Résidences Dar Saada exerce une influence notable est inclus dans la valeur comptable de celle-ci.

Les écarts d’acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d’entreprises ». Ils font l’objet d’un test de dépréciation dès l’apparition d’indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat, dans la rubrique dépréciation d’actifs, est irréversible.

• Badwill – Ecart d’acquisition négatif

L’écart d’acquisition négatif représente l’excédent de la part du Groupe Résidences Dar Saada dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l’entreprise acquise à la date d’acquisition.

L’écart d’acquisition négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d’acquisition. Dans la mesure où tout ou partie de l’écart d’acquisition négatif correspond à des pertes et dépenses futures attendues à la date d’acquisition, celui-ci est comptabilisé en produits dans le compte de résultat de l’exercice au cours duquel ces pertes ou ces dépenses sont générées.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » et de la norme IFRS 3 « Regroupements d’entreprises », le Groupe a retraité les Goodwill relatifs à des acquisitions intervenues antérieurement à la date de la transition aux normes IFRS.

Conversion des opérations libellées en devises

La monnaie fonctionnelle du Groupe Résidences Dar Saada est le dirham marocain, c’est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les transactions réalisées en devises sont converties au taux de change du jour de chacune des transactions.

Les créances et dettes non monétaires à la date de clôture des comptes sont converties au cours de change en vigueur à cette date. Les pertes et les gains de change latents qui en résultent, sont comptabilisés en résultat financier.

Immobilisations

• Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l’état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l’approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu’une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant des durées d’utilité différentes, ceux-ci sont amortis sur leur durée d’utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Dans le cadre de la mise en place de la norme IAS 16, le Groupe a revu la liste des composants des constructions (gros œuvres, façades, installations techniques, agencements et aménagements...) et leur durée d’utilité (entre 10 et 70 ans) sur la base d’une matrice établie en interne. L’application de ces principes a conduit au calcul des amortissements depuis l’origine en utilisant les nouvelles durées d’utilité.

La catégorie suivante a été retenue pour la mise en œuvre de l’approche par composants :

	Catégorie A	Taux CALCULE %	Catégorie B	Taux CALCULE %	Catégorie C	Taux CALCULE %	Catégorie D	Taux CALCULE %
COMPOSANTS	Terrassement	10	• Menuiserie Extérieure • Revêtement Façade • Faux plafond • Aménagement Extérieur	4	Etanchéité	4	Plomberie et Sanitaire et détection incendie	4
	Gros œuvre	62		4				
				2				
				10				
TOTAL TAUX CALCULE %		72%		20%		4%		4%
DUREE D'UTILITE	70		30		15		10	

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût amorti.

La base amortissable doit être diminuée de la valeur résiduelle si cette dernière est significative.

L’ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l’intermédiaire d’un contrat de location-financement.

• Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38, « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d’acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles du Groupe Résidences Dar Saada sont à durée de vie définie et sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d’utilité prévue.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût amorti.

• Coûts d’emprunt

Les coûts d’emprunt qui sont directement attribuables à l’acquisition, la construction ou la production d’un actif éligible (qui nécessite un cycle de production ou d’acquisition long), sont incorporés dans le coût de cet actif. Les autres coûts d’emprunt sont comptabilisés en charges de l’exercice au cours duquel ils sont encourus.

Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les principaux composants du stock du Groupe Résidences Dar Saada sont :

- Réserves foncières : valorisées au coût d’acquisition qui comprend le prix d’achat des terrains, les frais accessoires d’achat (droit d’enregistrement, de conservation foncière...) ainsi que les dépenses d’études et des travaux de viabilisation et d’équipement (travaux de lotissement).
- Stocks des constructions en cours : valorisé au coût des terrains et des équipements ainsi que les coûts des travaux de constructions excluant les frais de publicités. S’agissant des activités immobilières, les stocks des travaux en cours sont évalués au coût de production sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation.
- Stocks des programmes achevés : constructions terminées comprenant l’ensemble des coûts des terrains et des équipements ou de constructions, y compris les charges restant à payer sur ces programmes qui sont constatées sous forme de dettes provisionnées.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l’exercice, le Groupe Résidences Dar Saada a une obligation à l’égard d’un tiers qui résulte d’un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu’elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d’ordre légal, réglementaire contractuel ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Le Groupe Résidences Dar Saada a procédé à l’analyse de l’ensemble des provisions pour risques et charges et de leur affectation en fonction des risques inhérents.

Avantages au personnel

Les avantages du personnel comprennent :

- Les avantages à court terme : désignant les avantages du personnel qui sont dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants.
- Les avantages à long terme : désignent les avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Au titre de la transition aux normes IAS/IFRS le Groupe Résidences Dar Saada a procédé à l’analyse de l’ensemble des avantages donnés au personnel conformément à la norme IAS 19.

Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » les impôts différés sont déterminés sur la base d’une analyse bilancielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales et les coentreprises du Groupe entre les valeurs dans l’état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d’actif et du passif.

Les impôts différés sont calculés aux taux adoptés ou quasi adoptés en fonction des juridictions fiscales.

Les ajustements des valeurs comptables des actifs et des passifs résultant de l’adoption par le Groupe Résidences Dar Saada des normes IAS/IFRS ont donné lieu au calcul d’un impôt différé.

Le montant d’impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale. Les actifs d’impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu’un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l’entité fiscale.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les instruments financiers

L’évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers ».

Actifs financiers

Deux critères sont utilisés pour déterminer comment les actifs financiers sont classifiés et mesurés :

- le business model de l’entité pour la gestion des actifs financiers, et
- les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l’actif financier.

Pour un actif financier dans le champ d’IFRS 9, il y a 3 types de modèles économiques :

- L’objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l’actif financier est évalué au coût amorti.
- L’objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l’actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d’aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires sous forme de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d’émission.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse et des soldes bancaires. Ils sont enregistrés à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les placements à échéance inférieur à 3 mois sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

Opération de Titrisation

La titrisation est une technique financière permettant à un groupe de vendre ses actifs en les transformant en titres liquides et négociables.

A la Date de Cession, les Etablissements Initiateurs cèdent au Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT) des Actifs Eligibles, en application et sous réserve des stipulations de l’Acte de Cession.

Conformément à l’article 50 de la Loi 33-06, les Etablissements Initiateurs ou toute personne morale qui, au sens de l’article 144 de la Loi 17-95 ou toute autre législation similaire

Communication financière annuelle

Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

applicable, contrôle ou est placée sous le contrôle des Etablissements Initiateurs, n'exercent pas d'influence sur la gestion de la Société de Gestion.

A compter de la Date de Constitution, le Gestionnaire assurera la gestion administrative, fiscale et immobilière des Actifs Transférés au Fonds ainsi que le recouvrement des intérêts (le recouvrement étant entendu comme la collecte desdits intérêts auprès des Etablissements Initiateurs), conformément à la Convention de Gestion.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché.

A travers l'opération de titrisation, la société Résidences Dar Saada et ses filiales ont pour objectifs de :

- Faire face aux besoins de trésorerie ponctuels générés par des variations du besoin en fonds de roulement en cours d'année ;
- Optimiser leurs coûts de financement ;
- Diversifier leurs sources de financement.

En 2017, le Groupe a réalisé une opération de titrisation de 5 terrains nus pour un montant global de 600 M DH.

En raison de la crise sanitaire de Covid-19, le conseil d'administration tenu le 29 septembre 2020 a autorisé l'émission de deux emprunts obligataires par placement privé, d'un montant global de 600 M DH, et ce afin de faire face aux rachats de l'ensemble des actifs titrisés.

En 2021, RDS a procédé au rachat des deux terrains auprès de FT Olympe sur un total de 5 moyennant une nouvelle émission de 133 M DH. Les 3 terrains restants sont titrisés pour une valeur de 466 M DH.

RDS avait entrepris la deuxième émission obligataire dont l'objectif est de financer le rachat des 3 terrains titrisés restants auprès du fonds. Cependant, l'opération n'a pas pu aboutir avant la date de l'échéance du fonds à cause du retard enregistré au niveau de la sécurisation de la vente de la filiale RDS V, permettant le rachat de l'actif y afférent ainsi que le déroulement du financement du reste des terrains.

La durée de vie du Fonds ainsi que du contrat de bail sont arrivés à échéance le 3 novembre 2022. Par conséquent , Le fonds FT OLYMPE est sorti du périmètre de consolidation suite au lancement de l'opération de liquidation du fonds .

Afin de procéder au rachat des actifs titrisés, la société avait procédé courant 2022 à la signature d'une promesse de vente des actions de RDS V avec un acquéreur potentiel qui n'a finalement pas aboutie. La société a été approchés courant 2024 par un autre acquéreur avec lequel elle est en discussion avancée pour la cession des actions de RDS V, ce qui permettrait notamment le rachat de son actif titrisé ainsi que la mise en place d'un plan de financement destiné au rachat des autres actifs titrisés.

Calcul du résultat par action

Les règles et méthodes comptables du calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont utilisées conformément à la norme IAS 33, « Résultat par action ».

Autres informations

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

Note 2 : Périmètre de consolidation

Entité	Activité	Pourcentage de contrôle	Methode de consolidation
Résidences Dar Saada	Promotion immobilière	100,00%	Intégration Globale
Excellence Immo IV	Promotion immobilière	99,99%	Intégration Globale
Sakan Colodor	Promotion immobilière	100,00%	Intégration Globale
Résidence Dar Saada V	Promotion immobilière	99,88%	Intégration Globale
Badalona Immo	Promotion immobilière	100,00%	Intégration Globale
Résidences Dar Saada IV	Promotion immobilière	98,87%	Intégration Globale
Saada Cote d'Ivoire	Promotion immobilière	100,00%	Intégration Globale
Résidences Dar Saada VII	Promotion immobilière	100,00%	Intégration Globale

En 2022, il a été constaté la sortie du fonds FT OLYMPE du périmètre de consolidation suite au lancement de l'opération de liquidation du fonds en vue de la cession des actifs et le remboursement des porteurs d'obligations

Suite à l'arrivée à échéance du fonds de titrisation en novembre 2022, la cession en cours de la filiale RDS V permettrait le rachat de son actif titrisé ainsi que la mise en place d'un plan de financement destiné au rachat des autres actifs titrisés.

Note 3 : Détail des comptes de situation financière

I- Immobilisations Incorporelles et Corporelles :

Ce poste est détaillé par catégorie ci-dessous :

En milliers de Dirhams	2024	2023
Brevet et droits similaires	2.143	2.140
Autres Immobilisations Incorporelles	4.100	4.100
S/T Immobilisations Incoporelles	6.243	6.240
Terrains	-	-
Constructions	61.479	65.067
Installations techniques, matériel, outillage et matériel de transport	1.253	107
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	927	1.021
Autres immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-
S/T Immobilisations coporelles	63.659	66.195
Total Immobilisations Incoprelles et corporelles nettes	69.902	72.435

La variation en immobilisations corporelles en 2024 se détaille comme suit :

En milliers de Dirhams	2024
Il s'agit principalement de l'amortissement annuel	-2.536
Total Investissements en immobilisations corporelles	-2.536

II- Stocks :

Ce poste est constitué de :

En milliers de Dirhams	2024	2023
Réserve foncière	1.189.962	1.150.156
Produits en cours	2.202.174	2.076.959
Produits finis	17.248	101.876
Total Stocks	3.409.384	3.328.992

III- Créances clients par entité :

Les créances clients par entité sont détaillées comme suit :

En milliers de Dirhams	2024	2023
Résidences Dar Saada	541.897	651.530
Badalona Immo	95	80
Excellence Immo IV	8.953	21.218
Sakan Colodor	71.995	26.402
Total	622.939	699.230

IV- Autres créances courantes :

Les autres créances courantes sont détaillées par catégorie ci-dessous :

En milliers de Dirhams	2024	2023
Fournisseurs, avances et acomptes	87.384	86.538
Personnel	299	183
Etat débiteurs	339.919	373.906
Autres débiteurs	2.108.754	2.233.608
Comptes de régularisations actif	350.203	348.070
Total Autres tiers Actif nets	2.886.559	3.042.305

V- Dettes financières :

Les dettes financières consolidées se présentent comme suit :

En milliers de Dirhams	2024			2023
	A Moins d'un an	A Plus d'un an	Total	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	387.443	974.110	1.361.553	1.487.219
Emprunts et dettes financières divers	84.667	239.917	324.583	226.750
Dettes de location-financement & IFRS 16	9.690	16.184	25.874	34.791
Concours Bancaires courants et soldes créditeurs de banques	301.140	0	301.140	401.722
Total Dettes Financières	782.940	1.230.211	2.013.151	2.150.482

VI- Ventilation des Dettes fournisseurs par entité

Les dettes fournisseurs sont détaillées par entité comme suit :

En milliers de Dirhams	2024	2023
Résidences Dar Saada	288.612	286.665
Badalona Immo	6.683	6.457
Excellence Immo IV	18.086	18.972
Sakan Colodor	6.494	6.453
Résidences Dar Saada IV	96	113
Résidences Dar Saada V	92	91
Saada Cote d'Ivoire	6.600	6.181
Résidences Dar Saada VII	5.090	4.914
Totaux	331.753	329.847

Note 4 : Détail des comptes de l'état du résultat global

I- Chiffres d'affaires

La contribution des sociétés du groupe au chiffre d'affaires consolidé se présente comme suit :

En milliers de Dirhams	2024	2023
Résidences Dar Saada	75.143	289.459
Excellence Immo IV	67	94.607
Sakan Colodor	47.485	32.666
Badalona Immo	15.023	5.648
Résidences Dar Saada VII	7	7
Total	137.724	422.387
(-) Intragroupe et éliminations	(1.815)	(1.205)
Total Chiffre d'affaires	135.909	421.183

II- Résultat par action

En milliers de Dirhams	2024	2023
Résultat net - Part Groupe	-82.807	-67.136
Nombre d'actions retenu	26.208.850	26.208.850
Résultat de base par action (en MAD)	-3,16	-2,56
Résultat dilué par action	-3,16	-2,56

III- Dividendes

En milliers de Dirhams	Décision de distribution 2024	Décision de distribution 2023
Nombre d'actions	26.208.850	26.208.850
Dividendes (en MAD)	0,00	0,00
Total Dividendes	0	0

COMPTE SOCIAUX

TREASURY

2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks

—PROFESSOR—

(1) A l'exclusion des droits relatifs aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.
(2) A l'exclusion des reprises aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.
(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement.

Communication financière annuelle

Comptes consolidés et sociaux au 31 Décembre 2024

TAB

LEAU DE FINANCEMENT

I. SYNTHESE DES MASSES DU BILAN					Exercice clôturé le 31/12/2024	
M A S S E S	Exercice A	Exercice précédent B	Variations A - B		Emplois C	Ressources D
1. Financement Permanent	5.704.882.060,94	5.788.273.474,98	83.391.414,04			
2. Moins Actif immobilisé	316.971.273,66	308.909.001,77	8.062.271,89			
=FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL [1-2] (A)	5.387.910.787,28	5.479.364.473,21	91.453.685,93			
4. Actif circulant	6.559.374.125,69	6.663.958.119,35	104.583.993,66			
5. Moins Passif circulant	1.294.539.524,87	1.027.153.268,54	267.386.256,33			
6 =BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL [4-5] (B)	5.264.834.600,82	5.636.804.850,81	371.970.249,99			
7 TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	123.076.186,46	-157.440.377,60	280.516.564,06			

II. EMPLOIS ET RESSOURCES				Exercice clôturé le 31/12/2024	
	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT		
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES	
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT (A)		-97.050.821,70	-93.986.812,92		
. Capacité d'autofinancement		-97.050.821,70	-93.986.812,92		
. Distributions de bénéfices					
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		161.800,00	16.512.076,71		
. Cessions d'immobilisations incorporelles					
. Cessions d'immobilisations corporelles					
. Cessions d'immobilisations financières			16.229.000,00		
. Récupérations sur créances immobilisées		161.800,00	283.076,71		
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASS. (C)					
. Augmentation de capital, apports					
. Subventions d'investissement					
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		604.667.790,08	184.811.943,82		
. (nettes de primes de remboursement)					
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		507.778.768,38	107.337.207,61		
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITION & AUGMENTAT. D'IMMOB. (E)		8.482.177,53	9.995.200,22		
. Acquisition d'immobilisations incorporelles		3.836,00	2.750,70		
. Acquisition d'immobilisations corporelles		478.341,53	292.449,52		
. Acquisition d'immobilisations financières		8.000.000,00	9.700.000,00		
. Augmentation des créances immobilisées					
REMBOURS. DES CAPITAUX PROPRES (F)					
REMBOURS. DES DETTES DE FINANCEMENT (G)		589.063.731,60	279.422.402,64		
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		1.686.545,18			
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		599.232.454,31	289.417.602,86		
VARIATION DU BESOIN DE FINAN. GLOBAL BFG		371.970.249,99	146.574.523,31		
VARIATION DE LA TRESORERIE		280.516.564,06	35.505.871,94		
TOTAL GENERAL		879.749.018,37	289.417.602,86		

ETAT DES DEROGATIONS

Exercice clôturé le 31/12/2024		
INDICATION DES DEROGATION	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérégation aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérégation aux méthodes d'évaluation		
III. Dérégation aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice au 31/12/2024		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
* Changements affectant les méthodes d'évaluation		
* Changements affectant les règles de présentation		

TAB

LEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EX	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Prod par l'entreprise pour elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	2.977.076,76	1.686.545,18			70.000,00			4.593.621,94
. Frais préliminaires								
. Charges à répartir sur plusi. exercices	2.977.076,76	1.686.545,18			70.000,00			4.593.621,94
. Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11.673.176,41	3.836,00						11.677.012,41
. Immobilisation en recherche et développement								
. Brevets, marques, droits et valeurs similaires	7.573.176,41	3.836,00						7.577.012,41
. Fonds commercial	4.100.000,00							4.100.000,00
. Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33.703.390,24	478.341,53			810.587,76			33.371.144,01
. Terrains								
. Constructions	18.062.397,35	71.736,12			739.986,51			17.394.146,96
. Installations techniques, matériel et outillage	1.788.980,83	16.549,60			70.601,25			1.734.929,18
. Matériel de transport	181.699,57	61.193,34						242.892,91
. Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	6.673.167,28	51.259,92						6.724.427,20
. Autres immobilisations corporelles	32.801,67							32.801,67
. Immobilisations corporelles en cours								
. Matériel informatique	6.964.343,54	277.602,55						7.241.946,09
TOTAL GENERAL	48.353.643,41	2.168.722,71			880.587,76			49.641.778,36

TAB

LEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice au 31/12/2024					
NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissement sorties 3	Cumul d'amortissement exercice 4 = 1+2-3	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	2.395.661,42	918.724,39	70.000,00	3.244.385,81	
. Frais préliminaires					
. Charges à répartir sur plusi. exercices	2.395.661,42	918.724,39	70.000,00	3.244.385,81	
. Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.433.478,67	805,87		5.434.284,54	
. Immobilisation en recherche et développement					
. Brevets, marques, droits et valeurs similaires	5.433.478,67	805,87		5.434.284,54	
. Fonds commercial					
. Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30.933.351,57	930.644,90	716.112,10	31.147.884,37	
. Terrains					
. Constructions	16.804.220,13	384.883,66	663.244,31	16.525.859,48	
. Installations techniques, matériel et outillage	1.300.171,26	110.416,56	110.416,56	1.410.587,82	
. Matériel de transport	129.108,72	22.737,31		151.846,03	
. Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	12.697.851,46	412.607,37	52.867,79	13.057.591,04	
. Autres immobilisations corporelles					
. Immobilisations corporelles en cours					
TOTAL GENERAL	38.762.491,66	1.850.175,16	786.112,10	39.826.554,72	

TAB

LEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	% Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	date de clôture	Situation nette	Résultat net	Produits nets d'impôts de l'exercice
Banque Centrale Populaire		Bancaire	2,022,547,000,00		50,000,00	50,000,00	31/12/2024			2,337,50
EXCELLENCE IMMO IV	14374685	Promotion immobilière	1,000,000,00	99,99	20,910,000,00	20,910,000,00	31/12/2024	22,163,585,82	-791,691,50	
Residences Dar Saada VI	15219551	Promotion immobilière	8,000,000,00	100,00	8,000,000,00	8,000,000,00	31/12/2024	-638,719,06	-2,179,958,92	
Residences Dar Saada IV	1680458	Promotion immobilière	2,552,600,00	98,87	7,910,000,00	7,910,000,00	31/12/2024	399,476,87	-1,954,005,50	
Sakan Colorod	40178332	Promotion immobilière	22,388,000,00	100,00	60,477,298,60	60,477,298,60	31/12/2024	43,049,234,15	10,622,662,04	
Badalona Immo	4955241	Promotion immobilière	1,000,000,00	100,00	92,253,123,64	92,253,123,64	31/12/2024	18,985,873,19	6,452,049,53	
Residences Dar Saada V	1680459	Promotion immobilière	74,181,300,00	99,88	79,900,000,00	79,900,000,00	31/12/2024	73,287,327,98	-683,493,80	
SAADA COTE D'IVOIRE		Promotion immobilière	20,000,000,00	100,00	19,904,499,80	19,904,499,80	31/12/2024	8,782,059,00	286,443,30	
Total général			2,151,668,900,00		289,404,922,04	289,404,922,04		166,028,837,95	11,751,805,15	2,337,50

TAB

LEAU DES PROVISIONS

NATURE	Montant début exercice	DOTATION			REPRISE			Montant fin exercice
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5. Autres provisions pour risques et charges	1,189,979,67	10,000,00			52,707,00			1,147,272,67
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	1,189,979,67	10,000,00			52,707,00			1,147,272,67
TOTAL (A + B)	1,189,979,67	10,000,00			52,707,00			1,147,272,67

TAB

LEAU DES CREANCES

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE		Echues et non recouvrées	AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an		Montants en devises	Montants sur l'état et les organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	17,931,127,43	1,683,011,60	16,058,115,83					
. Prêts immobilisés	200,000,00		200,000,00					
. Autres créances financières	17,551,127,98	1,683,011,60	15,868,116,38					
DE L'ACTIF CIRCULANT	3,597,432,000,16		3,597,432,000,16					
. Fournisseurs débiteurs,	84,855,853,84		84,855,853,84					
. Avances et acomptes								
. Clients et comptes rattachés	542,135,480,61		542,135,480,61					
. Personnel	299,047,17		299,047,17					
. Etat	247,429,302,61		247,429,302,61					
. Comptes d'associés								
. Autres débiteurs	2,498,286,410,79		2,498,286,410,79					
. Comptes de régularisation - Actif	224,425,905,14		224,425,905,14					

TAB

LEAU DES DETTES

DETTE	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE		Echues et non recouvrées	AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an		Montants en devises	Montants sur l'état et les organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT	1,444,963,943,21	1,026,161,900,20	404,792,043,01					
. Emprunts obligataires	324,393,933,63	239,918,665,64	84,465,267,99					
. Autres dettes de financement	1,140,360,408,38	784,243,234,56	356,117,173,84					
DU PASSIF CIRCULANT	1,293,392,252,20	515,506,311,67	777,885,940,53					
. Fournisseurs et comptes rattachés	317,842,455,91	118,622,060,27	199,220,395,64					
. Clients créditeurs, avances et acomptes	396,884,251,40	396,884,251,40						
. Personnel	16,597,920,76		16,597,920,76					
. Organismes sociaux	42,859,628,19		42,859,628,19					
. Etat	355,052,663,40		355,052,663,40					
. Comptes d'associés	43,722,01		43,722,01					
. Autres créanciers	61,894,793,52		61,894,793,52					
. Comptes de régularisation - Passif	104,216,816,81		104,216,816,81					

TAB

LEAU DES SURÉTÉS RÉELLES DONNÉES ET REÇUES

Exercice clôturé le 31/12/2024					
TIERS CREDITEURS ET TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLÔTURE
- Crédits à la promotion immobilière	250,000,000.00	2	05/10/2017	Sureté donnée au profit d'obligataires	93,750,000.00
	250,000,000.00	2	05/10/2017	Sureté donnée au profit d'obligataires	104,216,816.81
	120,000,000.00	2	06/06/2024	Sureté donnée au profit d'obligataires	120,000,000.00
	200,000,000.00	2	24/12/2020	Sureté donnée au profit d'entreprise	24,145,268.19
	200,000,000.00	2	24/12/2020	Sureté donnée au profit d'entreprise	24,145,268.19
	300,000,000.00	2	18/07/2018	Sureté donnée au profit d'entreprise	129,791,459.14
	200,000,000.00	2	07/11/2017	Sureté donnée au profit d'entreprise	94,689,591.00
	250,000,000.00	2	07/11/2017	Sureté donnée au profit d'entreprise	56,088,051.98
	170,000,000.00	2	27/05/2018	Sureté donnée au profit d'entreprise	46,427,158.00
	120,000,000.00	2	14/11/2017	Sureté donnée au profit d'entreprise	16,435,175.08
	425,000,000.00	2	03/02/2017	Sureté donnée au profit d'entreprise	59,394,604.20
	300,000,000.00	2	03/11/2016	Sureté donnée au profit d'entreprise	100,280,098.91
	425,000,000.00	2	03/11/2016	Sureté donnée au profit d'entreprise	100,280,098.91
	425,000,000.00	2	27/11/2016	Sureté donnée au profit d'entreprise	13,425,781.69
	335,000,000.00	2	03/11/2016	Sureté donnée au profit d'entreprise	56,300,426.58
	50,000,000.00	2	03/11/2016	Sureté donnée au profit d'entreprise	56,300,426.58
150,000,000.00	2	14/11/2017	Sureté donnée au profit d'entreprise	10,167,079.86	
150,000,000.00	2	14/11/2017	Sureté donnée au profit d'entreprise	25,376,421.41	
285,000,000.00	2	17/11/2022	Sureté donnée au profit d'entreprise	85,663,997.19	
115,000,000.00	2	19/10/2022	Sureté donnée au profit d'entreprise	85,663,997.19	
100,000,000.00	2	05/11/2023	Sureté donnée au profit d'entreprise	100,000,000.00	
140,000,000.00	2	25/05/2023	Sureté donnée au profit d'entreprise	140,000,000.00	
Sûretés reçues	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT